

**POUR REPRENDRE LA MAIN SUR NOS MÉTIERS,
NOS SERVICES PUBLICS, NOTRE SANTÉ...
EN CAMPAGNE DÈS MAINTENANT !**

Le premier tour des élections cantonales conforte les grandes lignes du paysage politique français : une droite au pouvoir nationalement, une gauche aux manettes localement.

La majorité est doublement désavouée : son très faible score montre que les Français rejettent sa politique, et que le choix qu'elle a fait d'orienter sa campagne sur des thèmes sécuritaires et xénophobes a en réalité profité au Front National. L'opposition de gauche ne semble pas constituer pour autant une alternative crédible, particulièrement aux yeux des classes populaires. Sans se perdre dans l'interprétation de ces phénomènes, il faut remarquer que c'est dans nos départements que le taux d'abstention est le plus fort (plus des 2/3 en Seine-Saint-Denis, à peine moins dans le Val-de-Marne : 63,9% ; et en Seine-et-Marne : 62%) ; les scores du Front National y sont également particulièrement élevés.

Le chômage s'enracine, et le pouvoir confirme son intention de résorber les déficits publics en diminuant les dépenses ; moins d'État, moins de services publics, moins de protection sociale, la baisse du coût des salaires... telles sont toujours les orientations de la majorité. Dans ce contexte, le Front National a fait de l'État protecteur un élément important de son discours depuis quelques mois. Au delà des coups médiatiques, le cas des transfuges du mouvement syndical passés au Front National montre que cette stratégie mord également sur l'électorat d'une gauche dont les principaux leaders sont ouvertement libéraux.

Paradoxalement, les résultats des élections confirment nos analyses ; le texte adopté lors du dernier CDFN affirmait :

La situation actuelle constitue un terreau pour l'extrême droite et les idées qu'elle développe. L'exigence démocratique passe par la réduction des inégalités, la lutte contre le chômage et la précarité, l'amélioration du pouvoir d'achat, l'accès de tous à la protection sociale et par une politique d'éducation et de formation ambitieuse. Il faut aujourd'hui apporter des réponses concrètes aux questions auxquelles sont confrontés les salariés, les jeunes, les chômeurs et l'ensemble des citoyens : emploi, pouvoir d'achat, protection sociale, éducation, santé, justice... Les services publics et la Fonction publique ont un rôle important à y jouer.

En France, la FSU continue de dénoncer la politique d'austérité menée par le gouvernement qui risque de compromettre la sortie de crise. Les prix augmentent et notamment ceux des loyers, le pouvoir d'achat des salariés baissent alors que les grandes entreprises et les banques ont reconstitués leurs marges et que les profits redistribués aux spéculateurs exposent. S'il est question de supprimer le bouclier fiscal, l'ISF serait réformé afin de continuer de protéger les grandes fortunes. Une réforme de la fiscalité pour davantage de justice s'impose. Il est urgent de travailler à un autre partage des richesses !

Le SNES-FSU Créteil appelle à participer nombreux à la mobilisation unitaire pour la santé pour la défense du service public de santé, et à la manifestation parisienne à 14h30 place de la Bastille.

Dans notre secteur, les suppressions de postes de fonctionnaires constituent un axe principal de la politique. Les réformes mises en place dans la précipitation ont pour objet d'augmenter et d'accompagner ces suppressions. Elles transforment en profondeur le système éducatif public en accroissant les inégalités sociales.

Le rejet des conditions de rentrée dans les établissements (refus de la DHG, nombreuses délégations d'établissements aux IA et au Rectorat, rassemblement du 18 mars devant l'IA du 93), la grève du 10 février et la manifestation du 19 mars ont permis de dénoncer les attaques contre le service public d'éducation :

- les conditions désastreuses d'emploi et formation des collègues entrant dans le métier ;
- Le recours massif aux emplois précaires, plus de 3000 ;
- l'augmentation des effectifs en collège pour cause soit de suppression de postes, soit d'augmentation non compensée de la démographie scolaire ;

- les pressions pour imposer le livret de compétence et le socle commun ;
- Les mises en places catastrophiques de la réforme du lycée , la casse de la voie technologique.. Elles se traduisent par 252 suppressions de postes dans l'académie. Après celle es séries STI et STL, une nouvelle réforme des séries STG et ST2S est prévue pour la rentrée 2012 ;
- La casse de l'éducation prioritaire, l'extension du dispositif CLAIR qui est massivement rejeté ;
- la dégradation de nos conditions de travail, les pressions pour imposer des heures supplémentaires dans le but de compenser des suppressions de postes (13% en lycée, 8% en collège) ;
- le détournement des missions des co-psy qui sont éloignés des collèges et des lycées, la labellisation des CIO pour favoriser l'émergence d'officines privées ;
- La baisse des salaires, des pensions, l'individualisation des carrières, les primes au mérite pour un petit nombre.

Le SNES-FSU Créteil soutient les actions en cours dans les départements ; il appelle notamment à participer aux rassemblements organisés en Seine-Saint-Denis le 1er avril en avec le 1er degré

L'ampleur des attaques nécessite de peser dans l'opinion et dans le débat politique en opposant nos propositions pour l'École. Cette campagne sera centrée sur les réformes du lycée général et technologique, sur le socle commun et le livret personnel de compétence, sur l'éducation prioritaire, sur le métier et les conditions de travail, sur la formation et les conditions de stage. La campagne relancera du refus des heures supplémentaires et le refus du tutorat des enseignants stagiaires. Elle pourra se traduire par des réunions de ville ou d'établissement avec les parents et la population, par des occupations... Le SNES-FSU Créteil a organisé sous différentes formes la mobilisation contre le dispositif CLAIR au plan académique. Il demande au SNES national d'organiser une journée nationale de mobilisation pour la relance de l'Éducation Prioritaire avec des initiatives ou des rassemblements dans toutes les académies.

Ces différentes formes d'action doivent aboutir rapidement à une journée nationale de manifestation et de grève. Si des appels unitaires sont attendus par nos collègues, le groupe des 25 ne constitue pas un cadre adaptée pour notre plateforme qui lie les suppressions de postes et les réformes régressives imposées par le ministère.

Cette campagne doit s'inscrire dans celle que le SNES-FSU lancera début mai dans la perspectives des élections professionnelles d'octobre 2011. Il décide d'organiser trois cycles de formation syndicale :

- Des ZEP aux ECLAIRS. Quel avenir pour l'éducation prioritaire ?
- Un lycée, trois voies, un objectif : la démocratisation.
- « Collège des compétences », « collège des programmes » : collège des pauvres, collège des riches ?

Motion formation des enseignants - refus du tutorat

Depuis le début de l'année, les stagiaires ont su trouver auprès des militants du SNES-FSU un important soutien, ce que confirme le niveau élevé de syndicalisation. Les multiples échanges avec eux permettent de dresser un bilan sans appel de cette première année « sans stage ». Deux décisions s'imposent :

les stagiaires ont des appréciations très nuancées sur le rôle que les tuteurs ont été appelés à jouer cette année. Ni les stagiaires, ni les tuteurs n'ayant de décharge, le « compagnonnage », dont nous avons dénoncé le principe, est dans les faits impossible ; les conditions de titularisation, qui restent encore obscures, donnent un poids important au tuteur, ce qui n'a guère facilité les rapports stagiaires / tuteurs. Et si dans les premiers temps au moins, les stagiaires se plaignaient de ne pas voir assez leur tuteur... aujourd'hui, certains se plaignent du contraire. **Le SNES-FSU maintient son appel à refuser le tutorat pour la rentrée prochaine, et à accueillir syndicalement et collectivement les stagiaires**, en mettant à profit les expériences des stagiaires et des sections d'établissement (« Manuel de l'accueil du stagiaire »).

la formation des enseignants ne peut rester en l'état, et l'idée de « réformer la réforme » fait presque consensus. Les propositions du gouvernement sont à peu près nulles, à moins qu'elles ne se résument à des « masters en alternance », en réalité en apprentissage précarisé. Mais d'autres propositions sont plus cohérentes, et font peser de lourdes menaces sur l'élévation du niveau de recrutement et plus largement l'organisation du second degré. **Le SNES-FSU considère que la priorité est la construction d'ici le mois de juin de propositions fédérales cohérentes et détaillées**, qui embrassent l'ensemble des problèmes actuels (l'effondrement du nombre de candidats, des concours à revoir, l'impérieuse nécessité d'un pré-recrutement massif, une pré-professionnalisation en recul, une entrée dans le métier brutale...).